



Union interparlementaire **Droits de l'homme**

COMITE DES DROITS DE L'HOMME DES PARLEMENTAIRES

10 ANNEES DE DETENTION AU SECRET. Appel à la mobilisation pour venir en aide à 11 anciens parlementaires érythréens

Le 18 septembre 2001, il y a exactement 10 ans, 11 parlementaires érythréens ont été arrêtés. Ils sont en détention depuis, privés de tout contact avec l'extérieur et n'ont jamais été déferés devant un juge. Leur seule faute : avoir appelé à des réformes démocratiques dans leur pays. Parmi eux figurent le vice-président de l'Erythrée et ancien ministre des Affaires étrangères, Mahmoud Ahmed Sheriffo, deux autres anciens ministres des Affaires étrangères, Haile Woldetensae et Petros Solomon, et l'ancien chef de l'armée, Ogbe Abraha.

Les autorités érythréennes ont systématiquement refusé de donner suite aux appels à leur libération. Elles ont rejeté une décision de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples appelant à cette libération et ont catégoriquement refusé de livrer des informations sur leur situation.

Selon des informations officieuses qui ont circulé en 2010, tous ces anciens parlementaires sauf deux étaient morts en détention et les deux survivants étaient en mauvaise santé. Les autorités érythréennes étant restées muettes, il n'a pas été possible de confirmer ou d'infirmer cette nouvelle.

Le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP considère que la communauté internationale peut et doit faire beaucoup plus pour amener les autorités érythréennes à donner des informations officielles sur le sort de ces parlementaires et, surtout, pour obtenir la libération des personnes encore en détention.

Pour marquer ces 10 années intolérables de détention au secret, et à la demande du Comité, le Secrétaire général de l'UIP a écrit (<http://www.ipu.org/hr-f/eritrea120911.pdf>) à tous les Parlements membres de l'Organisation pour les appeler à manifester leur solidarité avec ces 11 anciens parlementaires dont les noms sont Ogbe Abraha, Aster Fissehatsion, Berhane Gebregziabeher, Beraki Gebreselassie, Hamad Hamid Hamad, Saleh Kekiya, Germano Nati, Estifanos Seyoum, Mahmoud Ahmed Sheriffo, Petros Solomon et Haile Woldetensae.



Parmi les 11 ex-parlementaires figure Aster Fissehatsion. Elle a adhéré au Front de libération du peuple érythréen en 1974, devenant ensuite commissaire politique et représentante de l'Association de femmes du Front de libération. Après l'indépendance en 1991, elle a occupé des fonctions dans plusieurs ministères à Asmara et a été élue au comité central du parti au pouvoir, le Front populaire pour la démocratie et la justice. Comme tous les membres du comité central, elle est devenue automatiquement membre de la première Assemblée nationale en 1997. En mai 2001, un groupe de 15 hauts responsables du parti (baptisé G-15) a rédigé une lettre ouverte contenant des propositions pour ce qu'il a appelé la « crise de l'Erythrée », lançant un « appel à la probité, à un dialogue pacifique et démocratique, au renforcement et à la consolidation, à l'unité, à la primauté du droit et à la justice, par des moyens pacifiques et légaux ». Dans la nuit du 18 septembre 2001, 11 des 15 signataires de cette lettre, dont Mme Aster Fissehatsion, ont été arrêtés. On ignore si elle est encore en vie.